



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

Arrêté du 19 octobre 2022

**portant prescriptions complémentaires relatives à l'installation de récupération de brome
exploitée par la société VYNOVA PPC sur son site de Vieux-Thann**

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code de l'environnement, en particulier le titre 1^{er} du livre V et les articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;
- VU le code de l'environnement, en particulier les articles D.541-12-4 à D.541-12-14 relatifs aux modalités de sortie du statut de déchets ;
- VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 février 2019 fixant les critères de sortie du statut de déchet pour les produits chimiques ou objets ayant fait l'objet d'une régénération ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- VU les arrêtés préfectoraux précédemment délivrés à la société VYNOVA PPC pour l'exploitation de ses installations situées à Vieux-Thann, dont, notamment, l'arrêté n°971718 du 15 août 1997, l'arrêté n°2008-156-5 du 4 juin 2008 et l'arrêté du 3 juin 2020 ;
- VU l'étude de dangers de l'établissement de la société VYNOVA PPC à Vieux-Thann ;

- VU la lettre préfectorale en date du 20 novembre 2014 prenant acte du projet d'augmentation de capacité de récupération de brome à 4500 tonnes par an ;
- VU la lettre préfectorale en date du 31 mai 2012 accordant le bénéfice de l'antériorité pour l'activité de récupération de brome à partir de solutions bromurées issues d'autres industries au titre de la rubrique 2790.2 de la nomenclature des ICPE ;
- VU le courrier en date du 5 mai 2022 de la société VYNOVA PPC informant le préfet d'un projet visant à augmenter la capacité de récupération de brome à 5700 tonnes par an sur le site de Vieux-Thann, et le dossier de porter à connaissance associé ;
- VU l'actualisation du chapitre « *NP 10 – Récupération de brome* », de l'étude de danger de l'établissement, contenue dans le dossier de porter à connaissance susvisé ;
- VU la lettre préfectorale en date du 2 août 2022 informant la société VYNOVA PPC que son projet ne constitue pas une modification substantielle de ses installations au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;
- VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 14 septembre 2022 ;

Considérant que le projet de modification, objet du porter à connaissance et mentionné ci-dessus, ne constitue pas, au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement, une modification substantielle des installations de la société VYNOVA PPC ;

Considérant que les mesures de maîtrise des risques (MMR) mentionnées et prises en compte dans l'étude de dangers de l'établissement et dans l'actualisation du chapitre « *NP 10 – Récupération de brome* », doivent être mises en place pour garantir la sécurité des installations ;

Considérant que les installations doivent être exploitées conformément aux dispositions de l'étude de dangers pour garantir la maîtrise des risques ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32 du code de l'environnement, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer, en application de l'article R.181-45 susvisé, des prescriptions complémentaires afin de prendre en compte le projet de modifications précité ainsi que les mesures de maîtrise des risques et des inconvénients que la société VYNOVA PPC décrit dans son dossier et s'est engagée à rendre opérationnelles à la mise en service du projet ;

Après communication du projet d'arrêté à la société VYNOVA PPC, qui a pu faire valoir ses observations ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société VYNOVA PPC, dont le siège social est situé 95 rue du Général de Gaulle à Thann (68800) et dénommé « *l'exploitant* » dans la suite de l'arrêté, est autorisée à poursuivre l'exploitation de ses installations de fabrication de produits chimiques minéraux implantées à la même adresse, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté.

Article 2 :

L'installation de récupération de brome par traitement de solutions bromurées aqueuses relève des rubriques suivantes de la nomenclature des ICPE :

Désignation de la rubrique	Rubrique	Caractéristiques de l'activité	Régime
Installations de traitement de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795.	2790	<p>Unité de traitement de solutions aqueuses bromurées pour en récupérer le brome.</p> <p>Capacité de l'unité : 12964 m³ par an de solutions bromurées.</p> <p>À titre informatif : 5700 tonnes par an de brome récupéré distillé</p> <p><i>Nota :</i> <i>le traitement des solutions bromurées ne relève pas de la rubrique 2790 :</i> <i>a) si elles proviennent d'autres sites industriels et bénéficient d'une sortie de statut de déchet (SSD) (ex. SSD délivré à la société TREDI à Saint-Vulbas (69) selon les critères de l'arrêté ministériel susvisé du 22/02/2019) ;</i> <i>b) si elles proviennent des installations du site.</i></p>	Autorisation
Traitement de déchets dangereux. Elimination ou valorisation des déchets dangereux avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : (...) - traitement physico-chimique (...) - recyclage/ récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques (...).	3510	<p>Unité de traitement de solutions aqueuses bromurées pour en récupérer le brome.</p> <p>Capacité de l'unité : 168 tonnes par jour de solutions bromurées.</p> <p>À titre informatif : 24 tonnes par jour de brome récupéré distillé.</p> <p><i>Nota :</i> <i>le traitement des solutions bromurées ne relève pas de la rubrique 3510 :</i> <i>a) si elles proviennent d'autres sites industriels et bénéficient d'une sortie de statut de déchet (SSD) (ex. SSD délivré à la société TREDI à Saint-Vulbas (69) selon les critères de l'arrêté ministériel susvisé du 22/02/2019) ;</i> <i>b) si elles proviennent des installations du site.</i></p>	Autorisation
Installation de transit, regroupement ou	2718.1	Quantité maximale de déchets	Autorisation

tri de déchet dangereux, (...). La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges.		susceptibles d'être présente dans l'installation : 336 tonnes de solutions bromurées. <i>Nota :</i> <i>ne relèvent pas de la rubrique 2718, les solutions bromurées :</i> <i>a) provenant d'autres sites industriels et bénéficiant d'une sortie de statut de déchet (SSD) (ex. SSD délivré à la société TREDI à Saint-Vulbas (69) selon les critères de l'arrêté ministériel susvisé du 22/02/2019) ;</i> <i>b) provenant des installations du site.</i>	ation
--	--	---	-------

Article 3 : Conformité aux actes réglementaires et aux dossiers déposés par l'exploitant

Les installations, objet du dossier de porter à connaissance joint à la lettre du 5 mai 2022 susvisée, sont implantées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de porter à connaissance joint à la lettre du 5 mai 2022 susvisée.

Les dispositions des arrêtés préfectoraux délivrés antérieurement s'appliquent à l'exploitation des installations de la société VYNOVA PPC à Vieux-Thann, tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Article 4 : Caractéristiques générales des rejets aqueux des installations du site dans leur configuration modifiée par le projet d'augmentation de capacité de la récupération de brome

Au sens du présent article, on entend par « *installations* », les installations du site dans la configuration modifiée par le projet d'augmentation de capacité de la récupération de brome décrit dans le dossier de porter à connaissance joint à la lettre de l'exploitant du 5 mai 2022 susvisée.

Pour l'exploitation de ses « *installations* », l'exploitant prend toute mesure appropriée pour limiter au maximum l'impact des rejets d'effluents aqueux dans la Thur.

Au point de rejet G, les effluents aqueux des « *installations* » ne sont pas susceptibles de dégrader la qualité des eaux de la Thur, par rapport à la configuration des installations du site précédant la mise en œuvre du projet d'augmentation de capacité de la récupération de brome. Sont concernés par cette disposition les paramètres chlorures, sulfates, potassium, bromures et sodium. Si nécessaire, l'exploitant met en œuvre les dispositions prévues dans le dossier de porter à connaissance joint à la lettre de l'exploitant du 5 mai 2022 susvisée, dont, en particulier :

- l'évacuation d'effluents dans des installations aptes à les accueillir et les traiter comme déchets selon la réglementation en vigueur ; les effluents en attente d'évacuation sont entreposés dans des conditions propres à ne pas porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;
- des actions de réduction à la source des rejets de KCl du secteur PCCE (électrolyse de KCl).

Les effluents aqueux des « *installations* » respectent au point de rejet G les dispositions en

vigueur suivantes :

- article 4.3.5. de l'arrêté préfectoral n°2008-156-5 du 4 juin 2008 relatives aux débits maximaux de rejets autorisés des eaux résiduaires dans le canal usinier puis la Thur ;
- article 4.3.9.1. de l'arrêté préfectoral n°2008-156-5 du 4 juin 2008 relatives aux « *valeurs limites d'émissions des eaux résiduaires après épuration – rejet dans le milieu naturel au point G* » ;
- article 9.2.3.1. de l'arrêté préfectoral n°2008-156-5 du 4 juin 2008 relatives aux « *fréquences et modalités de l'autosurveillance des rejets aqueux* » ;
- arrêté préfectoral du 3 juin 2020 modifiant temporairement les conditions d'exploitation des installations durant la période de travaux sur le barrage de Kruth-Wildenstein initiée en 2020.

Article 5 : Solutions bromurées bénéficiant d'une sortie de statut de déchet (SSD)

Les solutions bromurées réceptionnées sur l'installation qui bénéficient d'une sortie de statut de déchet, cessent d'être des déchets lorsque les critères mentionnés à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 2019 sont satisfaits.

Pour chaque lot de solutions bromurées bénéficiant d'une sortie de statut de déchet, l'exploitant dispose de l'attestation de conformité mentionnée à l'article D.541-12-13 du code de l'environnement dont le contenu est conforme à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 22 février 2019 susvisé. Cette attestation est accompagnée de tout justificatif permettant de justifier de la conformité du lot à la norme ou la spécification industrielle requise.

Chaque lot de solutions bromurées est identifié par un numéro unique et la référence de l'installation de valorisation ayant permis la sortie de statut de déchet.

Les documents justifiant de la sortie de statut de déchet de chaque lot réceptionné sur l'installation sont conservés et mis à la disposition de l'inspection des installations classées par l'exploitant pendant au moins 5 ans.

Article 6 : Prévention des risques accidentels

L'installation de récupération de brome, dans sa configuration modifiée par le projet d'augmentation de capacité de la récupération de brome décrit dans le dossier de porter à connaissance joint à la lettre de l'exploitant du 5 mai 2022 susvisée, est construite, disposée, aménagée et exploitée conformément aux plans et données techniques contenus dans l'étude de dangers de l'établissement et dans l'actualisation du chapitre « *NP 10 – Récupération de brome* » contenue dans le porter à connaissance précité.

L'exploitant met en place au plus tard à la mise en service de l'installation de récupération de brome, dans sa configuration modifiée par le projet d'augmentation de capacité de la récupération de brome décrit dans le dossier de porter à connaissance joint à la lettre de l'exploitant du 5 mai 2022 susvisée, les mesures de maîtrise des risques (MMR) suivantes :

- fosse de rétention d'une surface maximale de 11 m² associée à la cuve de tête de la distillation de brome ;
- fosse de rétention d'une surface maximale de 11 m² associée à la cuve de coeur de la distillation de brome.

La mise en place de ces MMR respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 29 septembre

2005 susvisé.

Article 7 :

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 8 :

En application de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télé recours citoyen accessible par le site : www.telerecours.fr

Article 9 :

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Vieux-Thann pour y être consultée.

Un extrait de ce même arrêté est affiché dans ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 10 :

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du Logement (DREAL), chargé de l'inspection des installations classées, le maire de Vieux-Thann, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à la société VYNOVA PPC.

Fait à Colmar, le **19 octobre 2022**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

SIGNÉ

Christophe MAROT